



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Représentation permanente auprès de
l'Office des Nations unies et des autres
organisations internationales à Genève

42^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme

Point 4 – Débat interactif avec la Commission d'enquête sur le Burundi

Intervention du Luxembourg

17 septembre 2019

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration présentée par l'Union européenne.

Ma délégation remercie la Commission d'enquête pour son rapport, rédigé dans des circonstances extrêmement difficiles. Nous condamnons avec fermeté les menaces et les injures personnelles proférées par les autorités burundaises à l'encontre des membres de la Commission d'enquête. Le Luxembourg regrette la fermeture du bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Burundi, en février cette année.

La persistance des violations massives des droits humains au Burundi, dont certaines pourraient être constitutives de crimes contre l'humanité, nous préoccupe au plus haut point. La Commission rapporte notamment des exécutions sommaires, des disparitions forcées, des arrestations et détentions arbitraires, l'utilisation de la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que des violences sexuelles particulièrement choquantes.

Nous appelons le gouvernement à mettre fin à l'impunité pour ces actes. Il est indispensable que les auteurs de ces violations, rendent compte de leurs actes, afin que les nombreuses victimes obtiennent réparation.

Le gouvernement doit également veiller à ce que les défenseurs des droits humains et les autres membres de la société civile puissent travailler en toute sécurité et sans peur de représailles.

Nous remercions la Commission d'enquête pour l'approche innovante qu'elle a prise dans son rapport, en analysant des facteurs de risque particuliers liés aux élections de 2020.

La Commission d'enquête est le seul mécanisme indépendant et objectif à enquêter sur les violations des droits de l'homme au Burundi. Le Luxembourg soutient pleinement le travail essentiel de la Commission d'enquête et demande à ce que son mandat soit renouvelé pour une année supplémentaire.

Je vous remercie.